COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

du

MERCREDI 2 AVRIL 2014

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

van

WOENSDAG 2 APRIL 2014

Namiddag

La séance est ouverte à 14.06 heures et présidée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.
De vergadering wordt geopend om 14.06 uur en voorgezeten door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers.

01 Question de Mme Zoé Genot à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, sur "le plan fédéral de gender mainstreaming" (n° 22829)

01 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "het federale plan gender mainstreaming" (nr. 22829)

01.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Madame la présidente, madame la secrétaire d'État, le plan fédéral *gender mainstreaming* a été lancé par le gouvernement au mois de juillet dernier. Il a été rendu obligatoire par la loi du 12 janvier 2007 et se définit comme une stratégie transversale qui concerne tous les domaines de compétence. Il vise à éviter que des politiques publiques créent ou renforcent des inégalités entre les hommes et les femmes. Concrètement, il doit veiller à ce que toutes les étapes des processus politiques tiennent compte de la dimension du genre.

Ce plan fédéral *gender mainstreaming* contient l'ensemble des engagements du gouvernement pour corriger certaines inégalités entre les femmes et les hommes. La dimension du genre sera intégrée dans les différentes matières.

Madame la secrétaire d'État, depuis le lancement du plan fédéral *gender mainstreaming*, quels ont été les premiers actes posés pour les matières dont vous avez la compétence?

01.02 Maggie De Block, secrétaire d'État: Madame la présidente, madame Genot, pour répondre à votre question, l'intégration structurelle de la dimension de genre dans les politiques est effectivement prescrite par la loi du 12 janvier 2007.

Consciente des efforts nécessaires pour aboutir à cette intégration structurelle au niveau fédéral et conformément à l'accord de gouvernement, je me suis engagée à intégrer la dimension de genre dans deux domaines qui relèvent de ma compétence.

Tout d'abord, en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, le projet Housing First Belgium s'inscrit dans le 6^e objectif stratégique: "renforcer la lutte contre le sans-abrisme et le mal-logement". Comme son nom l'indique, cette approche donne la priorité à l'obtention d'un logement aux sans-abri chroniques avant d'envisager la reconstruction de l'individu en difficulté. Grâce à l'octroi d'un hébergement sans condition, Housing First offre un toit comme gage de stabilité pour la reconstruction de la confiance en soi et une autonomisation de l'individu. Le projet a été lancé en septembre 2013 et couvrira une période de deux ans. Cinq villes participent à ce grand projet: Gand, Bruxelles, Charleroi, Anvers et Liège. Leurs équipes adapteront les modalités du projet en fonction des réalités différenciées de terrain. Le projet fera l'objet d'une évaluation rigoureuse et continue des activités en vue de réorienter éventuellement les actions.

Ensuite, en ce qui concerne la lutte contre les mariages et les relations de complaisance, un plan d'action a été mis en place. Ainsi, la loi visant à renforcer la lutte contre ce phénomène que j'ai présentée avec la ministre de la Justice a été adoptée en juin 2013. Une campagne de prévention a également été lancée en octobre 2013.

Enfin, de façon plus générale, dans le domaine de l'asile et de la migration, mes actions ont porté sur des mesures de détection et de prévention en collaboration avec la police et les officiers de l'état civil des communes, l'association de l'Office à la *task force* mise en place pour lutter contre les mutilations génitales, la diffusion d'une brochure "Femmes, jeunes filles et asile en Belgique", l'application des dispositions légales relatives aux violences intra-familiales dans le cadre du regroupement familial. En ce qui concerne les centres fermés, une attention particulière est accordée aux besoins spécifiques des deux genres et à l'intégrité psychique de chacun.

En ce qui concerne l'accueil, trois priorités sont pointées: travailler pour une meilleure infrastructure pour l'accueil collectif des demandeurs d'asile, prendre des mesures qui respectent mieux la liberté et l'indépendance des demandeurs d'asile et qui promeuvent leur autonomie.

Fedasil prend des mesures si les normes minimales ne sont pas respectées en ce qui concerne la sécurité et l'infrastructure. La preuve par deux exemples concrets.

Depuis 2008, les MENA enceintes ou les MENA avec enfant sont accueillis dans la structure d'accueil spécialisée Kirikou à Rixensart; les jeunes mamans y sont accompagnées, une crèche y est prévue et elles peuvent poursuivre leur scolarité.

Lors de la désignation d'un centre d'accueil, il est tenu compte des besoins spécifiques des personnes vulnérables, comme les MENA, les mineurs, les parents isolés avec enfant, les femmes enceintes, les personnes handicapées, les victimes de la traite des êtres humains, etc. Par exemple, la Belgique dispose de trois centres pour garantir l'accueil des victimes de la traite des êtres humains: Payoke à Anvers, Pégase à Bruxelles et Surya à Liège.

01.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Madame la présidente, madame la secrétaire d'État, je vous remercie pour votre réponse.

Vous avez évoqué différentes initiatives que j'apprécie. Je pense, notamment, à l'opération Housing First, à l'accueil des MENA enceintes, au travail effectué par les centres soutenant les victimes de la traite des êtres humains, même s'il est de plus en plus difficile d'y accéder.

Cependant, en termes de pauvreté, ces dernières années sont particulièrement difficiles pour les femmes. En effet, les mesures visant la diminution des allocations de chômage et relatives à l'exclusion du chômage touchent particulièrement les femmes et, spécialement, les femmes seules avec enfant.

En matière de regroupement familial, on sait que l'allongement de la durée de cohabitation obligatoire place certaines femmes soumises à des pressions psychologiques ou à de la violence, dans des situations inextricables.

Pour ce qui concerne l'excision, depuis quelques années, il est beaucoup plus difficile d'obtenir la protection des jeunes filles. Il en va de même au niveau de la problématique des mariages forcés dans certains pays comme la Guinée.

En revanche, les réseaux de prostitution – chose étonnante – continuent à obtenir des visas pour faire venir des femmes. Je me suis toujours demandé pourquoi ils sont tellement plus doués que les ONG et les universités qui, pour leur part, ont du mal à obtenir des visas. J'estime donc qu'il y a encore pas mal de travail à mener par le gouvernement en matière de décisions influençant la condition des femmes.

01.04 Maggie De Block, secrétaire d'État: Chère collègue, je voudrais intervenir, un instant, au sujet de votre remarque sur les mesures relatives au chômage.

Vous m'avez interrogée quant aux initiatives prises par mon département. Je vous rappelle que la question du chômage relève de la compétence de Mme De Coninck.

01.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Madame la secrétaire d'État, j'ai également interrogé Mme De Coninck sur cette thématique. Toujours est-il que les mesures prises ont de très graves conséquences en termes de pauvreté.

Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de lire l'excellente étude de M. Ricardo Cherenti, coordinateur de la Cellule d'insertion professionnelle au sein de la Fédération des CPAS wallons, sur la pauvreté. On y montre qu'en Wallonie, la pauvreté est un phénomène principalement présent chez des femmes seules avec enfant, qui n'arrivent plus à nouer les deux bouts, affrontant des situations de fragilité telle qu'elles se retrouvent dans la rue ou dans d'autres structures.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van mevrouw Meyrem Almaci aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, over "een bankrekening voor daklozen bij een OCMW" (nr. 22249)

02 Question de Mme Meyrem Almaci à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "le compte bancaire des sans-abri disposant d'une adresse de référence auprès d'un CPAS" (n° 22249)

02.01 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mevrouw de staatssecretaris, ik heb een vraag over dezelfde materie aan uw collega van Financiën gesteld.

Via het OCMW kunnen daklozen een referentieadres verkrijgen. Dat is immers nodig voor tal van administratieve handelingen en voor het openen van een bankrekening. Zo kunnen zij dan een leefloon en maatschappelijke dienstverlening ontvangen.

Blijkbaar worden de mensen die zelf niet beschikken over een bankrekening, verplicht een rekening te openen bij Belfius om hun gelden te laten beheren en de schuldenlast te vereffenen. Het gaat om een bankrekening bij Belfius met de nodige beheerskosten.

Hoeveel mensen beschikken via het OCMW over een referentieadres? Wat is de gemiddelde duur van zo'n referentieadres?

Is het correct dat mensen die steun krijgen via het OCMW, per definitie een rekening bij Belfius moeten openen om financiële steun te kunnen genieten? Geldt dat ook voor mensen die steun krijgen van het OCMW en op het moment van de hulpvraag nog niet over een bankrekening beschikken?

Hoeveel mensen beschikken over een dergelijke rekening bij Belfius? Wordt de betrokkenen aangeraden een basisbankdienst of een gewone zichtrekening te openen?

02.02 Staatssecretaris Maggie De Block: Mevrouw Almaci, het referentieadres wordt inderdaad geregeld via de wet van 19 juli 1991.

Verscheidene categorieën van mensen hebben de mogelijkheid om een inschrijving in het bevolkingsregister te krijgen. Het gaat daarbij om personen die in een mobiele woning verblijven zoals binnenvaartschepen, woonwagens, caravans uitgezonderd stacaravans en schepen in het algemeen; personen die minder dan een jaar afwezig zijn voor studie of zakenreizen buiten de gemeente; burger- en militair personeel van de Krijgsmacht die in een garnizoen in het buitenland verblijven en hun gezin; personeel dat aan ontwikkelingssamenwerking doet in het buitenland en hun gezin en ook personen die bij gebrek aan voldoende bestaansmiddelen geen verblijfsplaats hebben, dus personen die niet ingeschreven zijn in een gemeentelijk bevolkingsregister en die dus eigenlijk geen feitelijke hoofdverblijfplaats hebben.

Er is per categorie geen aparte onderverdeling in het bevolkingsregister zodat wij ook onmogelijk kunnen nagaan hoeveel mensen via het OCMW beschikken over een referentieadres. Daar wordt geen onderscheid in gemaakt. Dat mag ook niet, omwille van de privacy. Het totaal wordt wel geregistreerd maar er wordt niet meegedeeld hoeveel er via het OCMW gezonden zijn. Ook militairen zijn bijvoorbeeld in dat systeem vertegenwoordigd.

Een eenmalig onderzoek van de POD Maatschappelijke Integratie en de FOD Binnenlandse Zaken waarbij de beschikbare gegevens werden gekruist, werd uitgevoerd in 2011. Toen bleken 4 785 daklozen een referentieadres te hebben bij het OCMW.

De gemiddelde duur van een referentieadres is echter ook niet te achterhalen. We zouden die gegevens nog eens kunnen kruisen maar dat zal ons alleen leren hoeveel mensen er op dit moment een referentieadres via het OCMW hebben. Niets zegt echter dat het daarbij om dezelfde mensen gaat dan wel of het nieuwe mensen betreft.

Nu kom ik tot uw vraag over de bank. De wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie stelt vijf voorwaarden waaraan voldaan moet worden vooraleer dat recht toegekend kan worden. Het gaat om de nationaliteit, de leeftijd, de wettelijke verblijfplaats, het beschikken over voldoende middelen en de bereidheid om te werken. Het beschikken over een bankrekening, bij Belfius of bij om het even welke bank, is dus geen voorwaarde om toegang te verkrijgen tot een leefloon of andere maatschappelijke dienstverlening die federaal gereguleerd is.

Uit de praktijk meen ik te weten dat sommige mensen gewoon wekelijks hun leefgeld cash ophalen. Zij hoeven niet noodzakelijk een bankrekening te hebben. Zeker in geval van schuldbemiddeling is het nogal delicaat om het geld op een rekening te storten, want dan bestaat altijd de kans op beslaglegging. Een bankrekening is dus zeker geen vereiste. Ik weet echter niet wat mijn collega Geens u op die vraag geantwoord heeft.

02.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mevrouw de staatssecretaris, ik vind het spijtig, maar begrijpelijk dat u om methodologische redenen de gegevens uit mijn eerste vraag niet kunt geven.

Aan minister Geens heb ik gevraagd in hoeverre mensen zelf kunnen kiezen bij welke bank zij een bankrekening openen. In principe moet dat perfect mogelijk zijn, want er bestaan banken die een gratis bankrekening aanbieden. De bankrekening bij Belfius is niet gratis. Als het OCMW mensen verplicht om bij een welbepaalde bank een rekening te openen, terwijl zij niet weten dat zij eigenlijk een bank kunnen kiezen, het openen van een rekening kunnen weigeren of hun geld ook cash kunnen komen ophalen, dan rijzen er problemen. Vaak gaat het om een slecht geïnformeerde groep mensen.

Uit indicaties blijkt dat een aantal OCMW's systematisch een zichtrekening laat openen bij Belfius, waar voor een zichtrekening de nodige beheerskosten aangerekend worden. Gelet op hun situatie, is dat misschien niet de ideale manier van omgaan met mensen die elk geldstuk twintig keer moeten omdraaien. Vandaar mijn vraag om een aanbeveling te sturen aan de OCMW's. Het gaat om mensen die duidelijk zorgbehoevend of hulpbehoevend zijn. Als het OCMW wenst dat de gebruiker een basisdienstverlening bij een bank heeft, dan kunnen best vooral die banken aangeraden worden die een gratis rekening aanbieden, zodat niet de facto een zichtrekening aangeraden wordt waarop beheerskosten betaald moeten worden.

Misschien kan de administratie de oefening maken om aan de OCMW's te laten weten hoe zij daklozen en mensen die het moeilijk hebben, kunnen informeren over de verschillende mogelijkheden en de rekeningen waarvoor vandaag 0 euro aan beheerskosten wordt gevraagd. 50 of 100 euro beheerskosten is immers een hele som geld, zeker als men af en toe ook nog eens in het rood gaat. Dit was trouwens de reden waarom ik de minister van Financiën heb gevraagd welke rekeningen er gratis worden beheerd.

02.04 Staatssecretaris **Maggie De Block**: Ik zal dit signaleren, maar het is niet aan een OCMW om een of andere bank aan te bevelen.

02.05 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Ik ben het daar 100 % mee eens, maar wij stellen vast dat het gebeurt en dat het zelfs geen uitzondering is.

Als een bepaalde administratie in een stad of gemeente een voorkeursrelatie heeft met een bepaalde bank, schuift men die bank ook naar voren bij de eigen klanten. Ik neem trouwens aan dat dit niet met slechte bedoelingen gebeurt, het is vaak gewoon een kwestie van gemak omdat men de kanalen reeds kent. De gevolgen kunnen misschien wel zijn dat het voor de meest kwetsbare doelgroep een dure affaire wordt.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

03 Question de Mme Zoé Genot à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, sur "le calcul des compensations des exclusions du chômage pour les CPAS" (n° 22953)

03 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de berekening van de compensaties voor de OCMW's voor de uitsluiting van het recht op werkloosheidsuitkeringen" (nr. 22953)

03.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen): Madame la présidente, madame la secrétaire d'État, depuis 2003, un système de contrôle des chômeurs aboutissant à énormément d'exclusions a redirigé, d'après les études, environ un tiers de ces exclus vers les CPAS et le gouvernement Di Rupo a renforcé les mesures d'exclusion des chômeurs en limitant des allocations à trois ans et en durcissant l'application des sanctions. En 2012, ces dernières ont augmenté de 42 %. Ceci a clairement des conséquences sur les CPAS.

Dans sa déclaration gouvernementale, M. Di Rupo a dit que cette prise en charge supplémentaire assumée par les CPAS serait compensée. C'est ce que vous avez proposé à travers la loi-programme de novembre 2013. Nous avons déjà eu l'occasion d'échanger à cette occasion car j'avais des difficultés à comprendre le mode de calcul adopté. En outre, les chiffres exacts sur lesquels on se basait n'avaient pas pu nous être transmis.

Les unions des CPAS de Bruxelles, Flandre et Wallonie vous ont écrit pour avoir des précisions sur la manière dont ces compensations sont calculées et pour savoir s'il était possible d'avoir une réelle compensation de l'ensemble des mesures prises depuis le 1^{er} novembre 2012.

Madame la secrétaire d'État, comment cette somme de 49,12 euros octroyée aux CPAS par dossier de chômeur exclu pris en charge a-t-elle été établie? Combien d'heures de travail d'une assistante sociale ce montant couvre-t-il? Quelle proportion de la part communale d'un RIS est-elle couverte par cette somme?

On a annoncé aux CPAS l'enveloppe à laquelle ils auront droit pour compenser les exclus par l'ONEM de 2012 et 2013. Comment ces enveloppes ont-elles été calculées pour chaque CPAS? Les taux de chômage ou d'exclus de chaque commune ont-ils été pris en compte? Confirmez-vous que l'augmentation des exclusions dues aux contrôles n'a pas été prise en compte? Seules les mesures "disponibilité" concernant les jeunes et l'allongement du stage d'attente d'insertion ont-elles été prises en compte? Sont-elles bien calculées par commune? La dégressivité et l'augmentation des aides ponctuelles (aides pour investissements économiseurs d'énergie, prise en charge d'activités pour enfants, etc.) ont-elles été prises en compte? Pourriez-vous également nous communiquer les calculs de l'ONEM qui ont permis de déterminer le nombre de chômeurs concernés par commune?

03.02 **Maggie De Block**, secrétaire d'État: Madame la présidente, madame Genot, en concertation avec l'Office national de l'Emploi, une estimation a été faite par type de mesures déjà en vigueur du nombre de personnes susceptibles de faire appel à l'aide du CPAS.

Sur la base de ces chiffres, une estimation budgétaire a été réalisée pour les années 2012, 2013 et 2014 incluse. La part de l'aide à charge des CPAS belges a été évaluée à 8 137 485 euros.

Pour chaque CPAS, le nombre total de bénéficiaires du droit à l'intégration sociale a également été calculé pour 2012 et le budget précité comporte la moyenne de la partie du revenu d'intégration à charge du CPAS sur la base des remboursements effectifs par le SPP Intégration sociale. Ce montant subventionné par le SPP Intégration sociale comprend l'intervention forfaitaire dans les frais de personnel, comme le prévoit la loi Intégration sociale.

Les efforts financiers supplémentaires éventuels du pouvoir local pour lesquels il n'existe pas de base légale ne sont pas pris en considération dans le régime compensatoire.

Pour ce qui concerne l'étude, je vous réfère, une fois de plus, au site de l'ONEM où l'étude peut être consultée. Seules six mesures de l'accord de gouvernement peuvent donner lieu à une compensation. L'afflux d'exclus du chômage vers le CPAS à la suite de mesures antérieures ne fait pas l'objet d'une mesure de compensation.

Des six mesures modifiant la réglementation sur le chômage, seules deux auront déjà un impact potentiel pour la période allant de 2012 à 2014, à savoir, l'introduction des mesures "disponibilité" concernant les jeunes et l'allongement du stage d'insertion professionnelle de trois mois. La dégressivité n'aura aucun impact avant janvier 2015.

03.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): La dégressivité des allocations a commencé en novembre 2012. Elle entraîne une diminution de revenus pour toute une série de personnes qui, dès lors, s'adressent davantage aux CPAS pour leur demander de l'aide.

Les unions des CPAS des différentes communes considèrent que la somme qui leur a été octroyée n'est pas une réelle compensation. Avec les données que vous me communiquez, j'ai du mal à comprendre. Comment pourrais-je les convaincre qu'on a réellement compensé les exclus qu'on leur a envoyés avec la somme de 8 millions d'euros?

03.04 Maggie De Block, secrétaire d'État: Comme vous l'avez indiqué, ils m'ont écrit. Je vais donc leur expliquer. Nous verrons s'ils comprennent.

03.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Mais comme ils vous ont écrit le 13 janvier et n'ont pas encore obtenu de réponse, ils ont utilisé d'autres voies pour essayer d'en obtenir une. Manifestement, la réponse ne viendra pas aujourd'hui.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La réunion publique de commission est levée à 14.29 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.29 uur.*